



RAD

Réseau pour une alimentation durable
Saine - Juste - Écologique

**D'une mosaïque complexe vers une politique cohérente:
De nouvelles orientations pour la politique alimentaire nationale
au Canada**

Présentation devant le Comité permanent de l'agriculture

Diana Bronson

Directrice générale, Réseau pour une alimentation durable

Le 26 septembre 2017

Réseau pour une alimentation durable

3875 Rue Saint-Urbain, Suite 502, Montréal, QC H2W 1V1

www.alimentationdurable.ca - (514) 271-7352



D'une mosaïque complexe vers une politique cohérente: De nouvelles orientations pour la politique alimentaire nationale au Canada

Merci beaucoup de l'invitation à comparaître devant vous aujourd'hui. Je représente le Réseau pour une alimentation durable, une alliance pancanadienne d'organisations et d'individus qui travaillent à l'atteinte de trois objectifs : la faim zéro, une alimentation saine et salubre, et un système alimentaire durable pour l'ensemble des Canadiennes et Canadiens. Dans la dernière décennie, nous avons discuté avec des milliers de Canadiens, en provenance de toutes les régions, de leur vision d'une politique alimentaire. De ces consultations s'est dégagée une conclusion dominante : nous avons besoin d'une approche pangouvernementale de la politique alimentaire et nous devons travailler de concert avec l'ensemble des partenaires pour bâtir une vision commune, des objectifs communs et des priorités communes. Nous croyons que le ministère de l'Agriculture prend les bonnes mesures en rassemblant 16 agences fédérales et en choisissant d'aborder les thèmes de la santé, de l'équité, de la durabilité environnementale et de la croissance économique. Toutefois, il faudra bientôt d'autres partenaires à la table : les provinces, les municipalités, les groupes de la société civile, et bien sûr l'industrie.

Pourquoi nous avons besoin d'une approche pangouvernementale ?

- Nous sommes parmi les plus grands pays exportateurs en alimentation. Malgré cela 4 millions de Canadiens souffrent d'insécurité alimentaire.
- Les maladies liées à l'alimentation coûtent 26 milliards annuellement (un chiffre incluant les coûts directs et indirects) et notre système de soins de santé croule littéralement sous les coûts des traitements pour ces maladies – diabète de type 2, obésité, maladie cardiovasculaire.
- Le Canada se situe au 37^e rang sur 41 pays en ce qui concerne l'accès à une saine alimentation pour les enfants.
- 86% des Canadiens veulent consommer des aliments locaux mais les politiques publiques n'ont pas su s'adapter à l'opinion publique.
- Le secteur biologique est le marché qui jouit de la croissance la plus rapide, or il reçoit seulement 0,24 % des budgets de recherche en agriculture.

Cette politique ne vise pas uniquement à faire croître le secteur agroalimentaire. Elle n'implique pas seulement la saine alimentation. Et elle ne vise pas non plus uniquement à éliminer la faim ou à atténuer les effets des changements climatiques. Cette politique consiste à trouver des façons de bâtir un système alimentaire pour les générations à venir et à atteindre l'ensemble de ces objectifs, ensemble.

Nous reconnaissons que le système alimentaire canadien est complexe et que les changements n'auront pas lieu du jour au lendemain. Mais il y a des actions prioritaires que le gouvernement peut entreprendre dès maintenant. Le Réseau pour une alimentation durable soumettra un ensemble de recommandations politiques détaillées, mais aujourd'hui j'aimerais proposer un sommaire de quelques propositions clés qui, selon nous, doivent être incluent dans la politique alimentaire du Canada, et qui nous l'espérons trouverons un appui.

1. Le droit à l'alimentation doit être considéré comme principe directeur de cette politique. Cette idée n'est pas nouvelle mais elle est fondamentale. La faim est un problème qui continue de croître malgré l'engagement du Canada à réaliser le droit à l'alimentation depuis sa ratification en 1976 au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'étendu de l'insécurité alimentaire et le manque d'accès à des aliments abordables dans les régions nordiques et éloignées de notre pays est reconnue comme une crise nationale, mais ces problèmes existent aussi dans les régions urbaines, affectant les travailleurs, les étudiants, les bénéficiaires de l'aide sociale et, de façon disproportionnée, les minorités visibles. Selon nous, la nouvelle politique alimentaire du Canada devrait adopter une approche basée sur le droit à l'alimentation et établir un plan précis pour atteindre progressivement ce droit pour tous les Canadiennes et Canadiens tel que recommandé en 2012 par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation.
2. La politique alimentaire du Canada doit soutenir la création d'une nouvelle relation entre le Canada et les Peuples autochtones. Il suffit de lire le rapport de la Commission vérité et réconciliation pour trouver des exemples de l'utilisation de l'alimentation comme outils de colonisation : travail forcé, privatisation délibérée de nourriture et élimination des traditions culinaires font tous partie de cette histoire. Mais les aliments ont aussi le pouvoir de rassembler les gens de différentes cultures, de rétablir les liens brisés avec la terre, l'eau et la culture, de nourrir des modes de vie plus sains, d'accroître l'autosuffisance des

communautés des Premières nations, et de faire diminuer par exemple la faim chez les enfants Inuit du Nunavut qui atteint 70 % actuellement.

3. La politique alimentaire du Canada doit prioriser les enfants et la jeunesse. De saines habitudes alimentaires, de meilleures compétences culinaires et une meilleure compréhension de l'origine des aliments consommés, particulièrement pour les jeunes de la ville, sont des éléments essentiels pour l'avenir du Canada. Lorsqu'il s'agit de la saine alimentation en milieu scolaire, le Canada est en retard. Le Réseau pour une alimentation durable, de concert avec la Coalition pour une saine alimentation scolaire, soutient la création d'un programme universel de saine alimentation scolaire à frais partagés pour s'assurer que la prochaine génération de Canadiennes et Canadiens grandisse grâce à une alimentation saine et que leurs apprentissages scolaires ne soient pas compromis par la faim.
4. La politique alimentaire du Canada doit soutenir la prochaine génération d'agriculteurs et promouvoir une diversité de pratiques agricoles et de tailles d'exploitation. Il y a actuellement davantage d'agriculteurs âgés de plus de 70 ans qu'il y en a de moins de 35 ans. 92 % de ces aînés n'ont pas de plan de relève. Les nouveaux agriculteurs font face à des défis de taille quant à l'accès à la terre, aux capitaux et à la formation nécessaire à leur réussite. Les pêcheurs font face à des défis semblables. Nous devons, entre autres mesures, utiliser le pouvoir d'achat de nos institutions publiques – nos hôpitaux, nos écoles et nos bureaux gouvernementaux - pour optimiser les avantages économiques, environnementaux et pour la santé des produits locaux.
5. Nous joignons nos partenaires pour demander la mise en place d'un nouveau Conseil de la politique alimentaire nationale du Canada, en misant sur les succès obtenus au niveau municipal. Ce Conseil serait une agence paragouvernementale où divers acteurs provenant de l'ensemble du système alimentaire pourraient travailler ensemble pour superviser la mise en œuvre et l'évaluation continue de la politique alimentaire du Canada. Les acteurs de la société civile qui travaillent en première ligne du système alimentaire – travailleurs, professionnels de la santé, éducateurs, organisations sans but lucratif – veulent mettre à contribution leur expertise dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique alimentaire, mais à l'heure actuelle, ils ne sont pas à la table.

Un conseil de la politique alimentaire nationale assurerait la mobilisation et le soutien des parties prenantes envers la nouvelle politique alimentaire. Il pourrait prendre en charge des recherches prioritaires, surveiller les répercussions et rassembler les acteurs des secteurs publics, privés et sans but lucratif pour créer un consensus autour d'objectifs communs et ainsi renforcer notre impact collectif. Nous croyons qu'un Conseil de la politique alimentaire peut nous aider à paver une voie à long terme vers un système alimentaire durable, innovateur et économiquement solide qui permettra à l'ensemble des Canadiens de jouir de leur droit à une saine alimentation. Nous avons travaillé avec nos partenaires des milieux industriels et académiques, notamment la Fédération canadienne de l'agriculture, Les Aliments Maple Leaf, la Fondation McConnell et le Arrell Food Institute de l'Université de Guelph pour peaufiner une proposition commune qui sera présentée aux fins d'approbation dans la semaine qui vient.

6. Pour terminer, la politique alimentaire doit comprendre l'innovation sociale au même titre que l'innovation technologique. Dans toutes les sphères du système alimentaire, les innovateurs sociaux travaillent au niveau communautaire : en transformant les banques alimentaires en centres d'alimentation communautaires, en cultivant sur les toits du centre-ville, en développant des programmes d'alimentation scolaire innovateurs, en introduisant des aliments sains dans les milieux hospitaliers, en restaurant les pratiques et savoirs traditionnels dans les communautés autochtones, en acquérant la certification de pêche durable, en favorisant les pratiques agroécologiques, et en mettant sur pied une variété d'initiatives De la terre à la table. Le gouvernement a reconnu l'importance de l'innovation pour la croissance du secteur agroalimentaire par l'entremise de L'initiative des supergrappes d'innovation, mais nous devons aussi soutenir les innovations sociales qui détiennent certaines des clés pour accéder à un avenir alimentaire plus durable, sain et équitable.

Une politique alimentaire a le potentiel d'aider le gouvernement fédéral à atteindre certains de ses objectifs prioritaires: Droits humains, réconciliation, participation des jeunes, croissance économique durable, meilleure santé, élaboration de politiques plus innovantes et ouvertes. Nous sommes impatients de travailler avec vous sur ces importants objectifs.

Merci de votre attention.



Le Réseau pour une alimentation durable est une alliance pancanadienne d'organisations et d'individus qui travaillent à promouvoir la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire à travers trois objectifs inter-reliés: faim zéro, alimentation saine et salubre, et systèmes alimentaires durables.